

LETTRE OUVERTE A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Excellence Monsieur le Président

A la suite de l'arrestation des principaux responsables de l'ACCORD-CADRE, je voudrais me permettre, avec tous les respects que je dois à Votre Excellence, de vous envoyer une réflexion sur la portée politique de ces arrestations, sur les commentaires du Gouvernement en cette période de Transition et les implications sur le processus de paix (ou de guerre) en cours

Je me le permets à deux titres, en tant que signataire de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation et en tant que membre de l'organisation politique A.C. GENOCIDE, don't le Président, le Professeur Venant de BAMBONEYEHO était parmi les personnes arrêtées.

Pour être précis, ma carte de membre porte le N° 1166 ! Il pourrait paraître paradoxal, pour certains, que l'on soit signataire de l'Accord d'Arusha et membre d'une organisation qui est contre cet Accord. Je ne le pense pas, car outre que A.C. GENOCIDE est né avant l'Accord d'Arusha, même si nous pouvons diverger sur certaines approches stratégiques de lutte contre le génocide, l'idéal de lutte pour la justice et contre le génocide reste partagé. Et ma carte ne m'a pas été retirée jusqu'à présent. C'est donc un devoir que de défendre mon Président et mon association ! Je ne voudrais pas aborder le côté juridique de ces arrestations, je n'en ai pas la moindre compétence et après tout ici chez nous on peut arrêter n'importe qui pour n'importe quoi, j'en ai l'expérience ! Mais je voudrais rappeler les engagements pour la paix et la réconciliation pris par chaque signataire de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et parler de notre situation à tous de rescapés de génocide depuis 1965 à ce jour!

La dernière fois que j'ai eu le privilège et l'honneur d'être reçu par Votre Excellence, c'était au lendemain d'une énième arrestation du souffre-douleur de la République, M. Diomède RUTAMUCERO, arrestation que Vous aviez Vous-même ordonnée, suite à un chahut à travers des chansons que des jeunes de P.A. AMASEKANYA avaient orchestré devant votre demeure. J'étais avec M. Joseph NZEYIMANA, Président du RADDES. Depuis lors, malgré mes multiples demandes, l'honneur et le privilège de m'entretenir avec Votre Excellence m'ont été refusés et je n'en connais pas la raison ! Ce qui fait que je n'ai pas pu accomplir ma promesse à votre fils, mon ami ! Comme l'essentiel des discussions a tourné autour du cas Diomède RUTAMUCERO et de l'Accord-Cadre, je m'en voudrais de ne pas rappeler les arguments avancés en faveur d'un dialogue avec l'opposition interne, arguments découlant des engagements que les signataires de l'Accord d'Arusha ont pris pour la paix et la réconciliation. Malgré les imperfections de l'Accord d'Arusha, après tout ce n'est qu'une œuvre humaine, c'était une base perfectible pour amener les citoyens qui n'avaient pas participé aux négociations à intégrer l'Accord afin que la paix et la réconciliation soient possibles. Des efforts ont été faits en direction des groupes armés et malgré les difficultés, la persistance de la guerre et des massacres de populations, ces efforts continuent

Qu'est ce que le Gouvernement a déjà fait, depuis le rapatriement de l'Accord d'Arusha, en direction de l'opposition interne non armée ? Rien que des tracasseries ! Seul le Médiateur avait organisé une rencontre avec les associations de la société civile, dont des représentants de P.A. AMASEKANYA, d'A.C. GENOCIDE. Mais malheureusement, cette expérience n'a pas continué, la Médiation étant peut-être plus préoccupée par les rebellions ou par d'autres intérêts plus importants et étant influencée par des publicités mensongères de ceux qui refusent la fin de l'impunité ! Il appartient au Gouvernement que Vous dirigez, de faire tous les efforts nécessaires pour établir un dialogue avec les associations politiques ou apolitiques, légales ou non légales (de facto) qui auraient des revendications légitimes à formuler. Et la justice, dernier recours du citoyen est une revendication légitime par excellence ! Il y a un argument qui revient souvent que ces organisations ne veulent pas parler avec ceux qu'ils appellent génocidaires et que donc cela ne vaut pas la peine de continuer. Excellence Monsieur le Président, depuis le début des négociations d'Arusha, les parties n'avaient cessé de réclamer la présence des groupes armés ; il a fallu attendre deux ans (Septembre 2000) pour voir Mrs Cossan KABURA et J.B. NDAYIKENGURUKIYE ; il faudra attendre encore deux ans jour pour jour, pour voir la première signature d'un Accord de cessez-le-feu ! Entre-temps, combien de civils innocents sont morts, combien de dollars ont été engagés pour que le dialogue puisse se faire ! Pour l'opposition interne, même radicale ou extrémiste (à votre choix, après tout qui ne l'est pas !), il n'y aurait ni civils innocents à tuer, ni dollars à dépenser, mais une simple dose de bonne volonté, de patience, de méthodologie et un véritable engagement pour la réconciliation

Lorsque le Ministre de l'Intérieur dit que " M. RUTAMUCERO est en rébellion contre l'Etat parce qu'il anime une organisation illégale et fait donc de la subversion ", qu'il me soit permis de demander combien d'organisations illégales sont au Gouvernement, à l'Assemblée Nationale, à la C.S.A., combien d'organisations sont encore en rébellion contre l'Etat, sont illégales, font de la subversion et qui sont néanmoins fréquenté par le Gouvernement qu'elles combattent et que Vous dirigez. Lorsque M. Pierre NKURUNZIZA " refuse que le Mouvement CNDD-FDD ne se fasse absorber par un pouvoir d'oppression dont la plupart de ses gérants sont des criminels à gage vivant sous la couverture de l'impunité ", il reprend la même opinion qui fait régulièrement envoyer M. MUKASI, M. RUTAMUCERO, M. BAMBONEYEHO derrière les barreaux de la BSR ou de MPIMBA ! Et cette opinion est partagée par beaucoup dans notre pays, ne faudra-t-il pas en parler un jour ? Jusqu'à quand allons nous continuer à nous voiler la face devant nos réalités aussi monstrueuses soient-elles?

Monsieur le Président, faites un effort, libérez les responsables de l'Accord Cadre, cessez le harcèlement des opposants et établissez un dialogue avec tout le monde ! Je serai votre humble serviteur, si vous le voulez, pour la cause de la paix ! Pour cette cause là, j'ai rencontré et parlé à des responsables d'organisations rebelles qu'en tant que membre d'A.C. GENOCIDE je n'aurai pas a priori dû fréquenter. Même si je n'avais rien que le dialogue à offrir ! Cela n'a pas été facile non plus pour eux la première fois, je suis taxé d'extrémiste notoire comme chacun sait ! Ces rencontres ont suscité beaucoup de commentaires de certains milieux politiques, plus malveillants les uns que les autres et qui exprimaient plus des

peurs (régionalisme, alliance contre nature, complicité avec des génocidaires?) que des analyses de fond de ma motivation ! J'ai mes propres convictions sur la question du génocide et surtout je crois à la réconciliation entre Burundais!

Monsieur le Président, la réconciliation est possible, car nous sommes tous dans la même situation de rescapés de génocide depuis 1965, année des premiers massacres à caractère génocidaire au Burundi ! Les signataires de l'Accord d'Arusha ont reconnu, sans réserves, que des actes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ont été perpétrés à l'encontre des hutus et des tutsis. Pourquoi devrait-on s'en prendre à des personnes qui réclament justice ? Pourquoi ne peut-on bâtir une véritable réconciliation à partir de cette simple vérité que nous sommes tous des rescapés?

Monsieur le Président, nous sommes Vous et moi, de la génération des jeunes de 1972, tout autant que la majorité des dirigeants actuels de ce pays. Nous étions soit en fin du secondaire, soit en début d'Université, Vous pouvez vérifier ! Nous sommes tous des rescapés, des traumatisés à vie, pour ce que nous avons fait, vu, entendu ou subi durant cette malheureuse année de 1972 ! Et pourtant, non conscients de cette situation de traumatisés, nous avons d'une certaine manière contribué à traumatiser à vie d'autres jeunes, la société entière vingt ans plus tard en 1993-1994, et malheureusement cela continue comme si nous n'apprenions rien de l'histoire !

Monsieur le Président, Vous ne savez pas par quel miracle Vous avez échappé à la mort, alors que beaucoup de vos condisciples à l'E.T.S. de Kamenge étaient disparus. Rappelez-vous votre incompréhension d'abord, votre colère impuissante, votre rancœur et puis votre engagement politique au sein du MEPROBA (Mouvement des Etudiants Progressistes Bahutu, puis Barundi sans grand changement idéologique) et votre volonté d'en découdre avec ceux qui vous avaient mis dans la situation de rescapé, de traumatisé, lesquels étaient et le sont toujours pour la plupart de vos camarades soit les Tutsis de façon générale, soit le pouvoir tutsi ou Uprona, rarement le pouvoir tout court ou des noms précis au sein de ce pouvoir. Ceux qui sont regroupés au sein de l'A.C. GENOCIDE suivent le même parcours psychologique et politique que Votre Excellence depuis 1972. Et ils ne cessent de réclamer ce que vous avez régulièrement réclamé à l'époque au sein du MEPROBA : La vérité et la justice ! L'exercice du pouvoir ne devrait pas Vous faire oublier cela ! Et tant que rescapé, nous devrions adopter le même langage de vérité et de justice et le même message inscrit à KIBIMBA : PLUS JAMAIS CA ! Encore faut-il se guérir de la situation de traumatisé, avec cette perpétuelle peur au ventre que de petits esprits malins (nationaux et étrangers) exploitent régulièrement et dangereusement ! Chaque famille dans ce pays peut parler d'un quelconque traumatisme depuis 1965 et ceux qui peuvent en parler sont les rescapés que nous sommes. Monsieur le Président, je ne sais par quel miracle nous avons pu retrouver notre père, dix jours après avoir perdu tout espoir de le revoir vivant. Laissé pour mort le 22 octobre 1993, il s'en est sorti infirme ! Dieu seul sait combien de personnes il a essayé de sauver en 1972 et ce jour là il venait de calmer des populations en colère, mais d'autres personnes avaient d'autres plans en tête ! Si j'étais resté avec ce traumatisme, avec les rancœurs et la peur en moi, je ne me serais plus jamais adressé au Dr Jean MINANI, mon confrère et ami, il le sait bien, nous en avons

parlé quand il daignait m'écouter ! Ni avec d'autres avec lesquels nous avons essayé de parler du seul bien, de la seule identité que nous avons en commun et qui mérite tous les sacrifices : Le Burundi !

Monsieur le Président, ceci est un cadeau pour Votre anniversaire d'un mois de prise de fonction de Président de la République. Pour aussi Vous signaler que Vous avez dix-sept mois pour nous mettre sur la voie de la réconciliation, nous avons perdu les premiers dix-huit mois, Vous serez obligés de mettre les bouchées doubles ! Vous êtes le Président de tous les Burundais, rien ni personne ne Vous oblige maintenant à ne vous occuper que du G7. Faites en sorte que l'Accord d'Arusha ne soit continuellement perçu par ceux qui devraient en bénéficier, comme un désaccord pour la distribution des postes que l'UPRONA et le FRODEBU tentent d'accaparer seuls, mais comme une bonne base pour une paix inclusive et une réconciliation salutaire pour tous les rescapés que nous sommes! Que ce ne soit pas un énième rendez-vous manqué pour la réconciliation comme je l'appréhendais déjà à Arusha par un écrit que j'annexe à la présente lettre!

BONNE CHANCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT !

QUE DIEU REBENISSE LE BURUNDI !

Dr Alphonse RUGAMBARARA
Président du M.S.P.-INKINZO
Membre de A.C. GENOCIDE